



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T4 : decembre 2017



Société	Aperçu de la société	Enjeux ESG	Résultats	Titres en portefeuille
SERVICES PUBLICS				
Canadian Utilities/ATCO	<p>ATCO est une entreprise diversifiée située en Alberta ayant des activités liées aux infrastructures, à la logistique, à l'électricité et aux oléoducs. Canadian Utilities est une filiale de la société ATCO.</p> <p>www.atco.com www.canadianutilities.com</p>	<ul style="list-style-type: none">• . Transition énergétique - stratégie sur le climat, émissions de GES et politiques publiques	<p>En décembre 2017, nous avons rencontré l'entreprise afin de fournir des commentaires sur son rapport de développement durable et pour évoquer ses intentions en matière de communication sur sa résistance à une économie à faibles émissions de carbone. Nous avons identifié plusieurs points forts dans sa communication, mais avons noté que de plus amples détails auraient pu être fournis sur ses efforts auprès des communautés autochtones. Nous avons également accueilli favorablement les divulgations contenues dans le rapport annuel de la société à propos des opportunités essentielles qu'elle comptait exploiter dans le cadre de la transition énergétique. Nous avons toutefois encouragé la société à proposer une divulgation conforme aux recommandations du groupe de travail du Conseil de stabilité financière sur les divulgations climatiques et à considérer sérieusement la réalisation et la communication d'une analyse des mesures visant à limiter le réchauffement climatique à 2 °C. nous avons également exprimé notre opinion sur les meilleures pratiques dans ce domaine ainsi que les avantages pour l'entreprise de procéder à cette analyse de scénario et de la communiquer aux actionnaires.</p>	<p>Fonds équilibré Éthique NEI</p> <p>Fonds d'actions canadiennes Éthique NEI</p>



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T4 : decembre 2017



Engagement collaboratif

Avancer sur la transition énergétique

- En octobre 2017, nous avons organisé une rencontre avec des sociétés énergétiques de Calgary pour amorcer un dialogue visant à favoriser une communication efficace des menaces et des opportunités liées au climat. Nous avons animé au cours d'une après-midi l'analyse d'un scénario de réchauffement de 2 °C, en précisant les attentes des investisseurs à l'égard des sociétés. Enbridge, Suncor, Vermilion Energy, Crescent Point Energy, Pembina Pipeline et plusieurs autres entreprises ont participé à l'événement.
- En décembre 2017, l'initiative Action climat 100+ a été officiellement lancée. Nous sommes signataires et dirigerons à cet égard les efforts collectifs de dialogues avec les sociétés canadiennes adoptant les quatre piliers recommandés par le groupe de travail du Conseil de stabilité financière sur les divulgations climatiques. Action climat 100+ s'adressera à environ 150 sociétés ayant des émissions de GES parmi les plus lourdes à l'échelle mondiale, moyennant un soutien établi actuellement à plus de 225 investisseurs représentant un actif sous gestion de près de 26 300 G\$.
- En novembre 2017, nous avons joint le comité consultatif du groupe de travail des PIR sur la transition due au changement climatique pour les sociétés pétrolières et gazières. Nous avons participé au choix des paramètres pour cette initiative collective et une fois que celle-ci sera lancée, en 2018, nous dirigerons les dialogues avec les principales sociétés concernées.

Devoir de respect

- Nous avons continué à réunir des investisseurs en vue d'un dialogue avec Canadian Tire sur les enjeux de responsabilité dans la chaîne d'approvisionnement et avons organisé une réunion en octobre 2017.

La nourriture « de la ferme à l'assiette »

- Nous avons participé en décembre 2017 à initiative collective avec GES International et avons dans ce cadre écrit à Nestlé à propos des collectivités affectées par ses activités d'embouteillage ainsi que sur le risque social lié à l'eau.

Politiques de gouvernance - éthique des affaires

- En octobre 2017, nous avons participé à une réunion avec JPMorgan Chase organisée par l'ICCR afin d'effectuer un suivi concernant l'éthique des affaires et comprendre l'opinion de la société sur les éventuels changements concourant à un renforcement du cadre de référence des Principes de l'Équateur pour les prêts responsables et sur la dernière réforme des dispositions de protection du consommateur aux États-Unis.
- En raison de nouvelles pratiques discutables constatées à la Wells Fargo depuis l'assemblée annuelle de 2017, notamment les scandales des frais hypothécaires, des assurances automobiles et le paiement des factures en ligne, nous avons renouvelé notre participation à la réunion organisée par l'ICCR avec des représentants du conseil d'administration et de la direction de la société en octobre 2017, afin de les inciter une fois de plus à effectuer un examen exhaustif de leurs pratiques d'affaires.

Politiques de gouvernance - cyber-sécurité



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T4 : decembre 2017



- Nous avons écrit à Amazon en décembre 2017 dans le cadre de notre participation à une initiative collective d'investisseurs sous l'égide des PIR à propos de la cybersécurité afin d'évoquer les aspects stratégiques et de gouvernance de la société à cet égard.

Pour un meilleur secteur pharmaceutique

- Dans le cadre de notre participation à une coalition d'investisseurs institutionnels souhaitant régler la crise des opioïdes en Amérique du Nord (Investors for Opioid Accountability ou IOA) en instaurant un dialogue avec les producteurs, les fabricants de traitement contre les surdoses et les distributeurs d'opioïdes dans lesquels nos fonds ont investi, nous avons dialogué avec Johnson & Johnson, Cardinal Health et Pfizer sur leur risque d'affaires ainsi que sur les changements de gouvernance et de tarification des traitements des surdoses à conduire pour assurer l'imputabilité des sociétés dans cette crise.



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T4 : décembre 2017



Politiques publiques

Devoir de respect

- En novembre 2017, nous avons co-signé une lettre destinée à l'Association des Principes de l'Équateur, afin que celle-ci modifie la liste des pays de son cadre de référence de sorte que les normes de performance de l'IFC puissent concerner toutes les juridictions et qu'elle exige également davantage de divulgations de la part des banques concernées par ces principes à propos de leur impact sur les droits de la personne.
- En décembre 2017, en collaboration avec Boston Common Asset Management, nous avons écrit à l'OCDE afin d'exprimer notre opinion sur certains enjeux essentiels qui devraient être pris en compte dans ses prochains travaux visant à définir une déontologie en matière de responsabilité pour les fournisseurs de services financiers et autres institutions commerciales de crédit. Nous avons noté que les investisseurs se fiaient aux diligences raisonnables de ces établissements pour conduire leurs propres recherches sur les participations détenues dans leurs portefeuilles et qu'ils s'attendaient à ce que celles-ci soient adéquates, notamment en matière d'impact sur les droits de la personne. Nous avons par ailleurs estimé que la qualité des diligences raisonnables effectuées par un prêteur institutionnel devrait potentiellement affecter sa propre responsabilité en matière d'impact sur les droits de la personne.
- En décembre 2017, nous avons signé une lettre destinée au Congrès des États-Unis pour que les dispositions de la Loi Dodd-Frank sur les approvisionnements en minéraux des zones de conflit soient maintenues.

La nourriture « de la ferme à l'assiette »

- Nous avons signé en novembre 2017 l'énoncé mondial des investisseurs sur les antibiotiques, afin de souligner que l'usage quotidien et non thérapeutique d'antibiotiques sur les animaux d'élevage contribuait à augmenter la résistance des bactéries tout en compromettant le bien-être du cheptel en encourageant la promiscuité et des conditions sanitaires déplorable.
- En décembre 2017, nous avons soumis des commentaires à la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO), l'organisme central de certification de la viabilité des huiles de palme, afin de proposer une révision du processus de certification, prévenir la déforestation et protéger les droits de la personne.

Pour un meilleur secteur pharmaceutique

- Dans le cadre de notre participation à l'équipe de direction sur les activités dans le secteur de la santé de l'ICCR, nous avons fourni des commentaires à la Fondation pour l'accès aux médicaments (ATMF) à propos de la méthodologie retenue pour son indice en 2018, lequel vise à comparer les sociétés pharmaceutiques à l'échelle mondiale sur la façon dont elles offrent leurs médicaments dans des pays où les revenus demeurent faibles ou moyens. Nous avons noté avec intérêt le resserrement des indicateurs et l'ajout des médicaments d'oncologie, en demandant davantage de renseignements sur la façon dont la méthode répondait aux ODD. Nous avons ensuite rencontré l'ATMF.

Transition énergétique

- En octobre 2017, nous avons signé la Déclaration des investisseurs institutionnels sur les risques financiers liés aux changements climatiques à l'initiative de Finance Montréal. Celle-ci demande aux sociétés inscrites en bourse au Canada de divulguer davantage de renseignements sur les risques liés au climat et sur les efforts qu'elles entreprennent pour atténuer ces risques. La Déclaration a été signée par 30 institutions représentant un ASG de 1 200 G\$.



Liste Focus d'engagement des entreprises

Mise à jour T4 : decembre 2017

